

# ÉVOLUTION ET RÉVOLUTION...

## **Quatrième partie: LES INSTITUTIONS (L'ÉTAT ET LA RELIGION) DANS L'ÉVOLUTION (1)**

Nos études, si peu avancées qu'elles soient encore, nous ont appris aussi que des institutions suffisent pour créer des maîtres, quand même le mot de liberté serait inscrit sur toutes les murailles et que l'hymne de «*Guerre aux Tyrans*» résonnerait dans les rues. Sans être institué de droit divin, le maître peut le devenir également de par la volonté populaire. C'est au nom du peuple que le magistrat prononce des arrêts, mais sous prétexte qu'il défend la morale, il n'en est pas moins investi du pouvoir d'être criminel lui-même, de condamner l'innocent au bagne et de glorifier le méchant; il dispose du glaive de la loi, il tient les clefs de la prison et dresse les guillotines; il fait l'éducation du policier, du mouchard, de l'agent des mœurs; c'est lui qui forme ce joli monde, ce qu'il y a de plus sale et de plus écœurant dans la fange et dans l'ordure.

Autre institution, l'armée, qui est censée n'être que le «*peuple armé!*», mais nous avons appris par une dure expérience que si le personnel des soldats s'est renouvelé, le cadre est resté le même et que le principe n'a pas changé. Les hommes n'ont pas été achetés directement en Suisse ou en Allemagne: ce ne sont plus des lansquenets et des reîtres, mais en sont-ils plus libres? Les cinq cent mille «*baïonnettes intelligentes*» qui composent l'armée de la République française ont-elles le droit de manifester cette intelligence quand le caporal, le sergent, toute la hiérarchie de ceux qui commandent ont prononcé «*Silence dans les rangs!*». Telle est la formule par excellence, et ce silence doit-être en même temps celui de la pensée. Quel est l'officier, sorti de l'école ou sorti des rangs, noble ou roturier, qui pourrait tolérer un instant que dans toutes ces caboches alignées devant lui pût germer une pensée différente de la sienne? C'est dans sa tête, dans sa volonté que réside la force collective de toute la masse animée qui parade et défile à son geste, au doigt et à l'œil. Il commande; à eux d'obéir. «*En joue! Feu!*» et il faut tirer sur le Tonkinois ou sur le Nègre, sur le Bédouin de l'Atlas ou sur celui de Paris, son ennemi ou son ami! «*Silence dans les rangs!*». Et si chaque année, les nouveaux contingents que l'armée dévore, s'immobilisent comme le veut le principe absolu de la discipline, n'est-ce pas une espérance vaine que d'attendre une réforme, une amélioration quelconque dans le régime inique sous lequel le pauvre est écrasé?

Et de toutes les autres institutions dites libérales, ou «*protectrices*» ou «*tutélaires*», n'en est-il pas comme de la magistrature et de l'armée? Ne sont-elles pas fatalement, de par leur fonctionnement même, autoritaires, abusives, malfaisantes? Elles n'attendent pas d'être fondées officiellement ou d'être établies par la volonté d'un prince ou par le vote d'un peuple, pour essayer de s'agrandir aux dépens de la société, et d'établir le monopole à leur profit. Ainsi l'esprit de corps entre gens qui sortent d'une même école fait d'avance de tous les camarades autant de conspirateurs contre le bien public, autant d'hommes de proie ligués pour détrousser les passants et se partager le butin. Voyez-les déjà, les futurs fonctionnaires, au Collège avec leur képi numéroté ou dans quelque université avec leurs casquettes blanches ou vertes: peut-être n'ont-ils prêté aucun serment en endossant l'uniforme, mais s'ils n'ont pas juré, ils n'en agissent pas moins suivant l'esprit de caste, bien résolus à prendre toujours les meilleurs parts. Essayez de rompre le «*monôme*» des anciens polytechniciens, afin qu'un homme de mérite puisse se mettre dans leurs rangs et arrive à partager les mêmes fonctions ou les mêmes honneurs! Jamais vous n'y parviendrez. Plutôt mourir, que d'accepter l'intrus! Que l'ingénieur, feignant de savoir son métier, fosse des ponts trop courts ou des tunnels trop bas, peu nous importe, mais avant tout qu'il sorte de l'École.

(1) Les sous-parties et les titres de ces sous-parties sont l'œuvre d'*Anti.mythes*.

Ainsi le révolutionnaire en sait assez pour se méfier à bon droit de tout pouvoir déjà constitué ou seulement en germe. Il en sait également assez pour se méfier des mots plus ou moins grandioses qu'on a pu lui enseigner et qui d'ordinaire cachent un redoutable piège. On lui parle de «*patriotisme*», mais il commence à savoir que ce mot représente pour le naïf une duperie pure; il apprend mieux de jour en jour que le patriotisme se prêche pour servir l'ensemble des intérêts et des privilèges de la classe dirigeante et qu'il doit engendrer, au profit de cette classe, la haine de frontière à frontière entre tous les faibles et les déshérités. On lui parle aussi d'ordre et de paix sociale. Sans doute, la paix sociale est un grand idéal à réaliser, à une condition pourtant: que cette paix soit celle de la vie et non celle du tombeau; qu'elle soit l'effet de la domination indiscutée des uns et de l'asservissement sans espoir des autres, mais de la bonne et franche égalité entre compagnons. Voilà ce que sait l'anarchiste sans avoir passé par les Universités; de raisonnement aussi bien que d'instinct, il sait que toute évolution doit se compléter par une révolution, et il se tient toujours prêt pour le changement.

Enfin il est une chose d'ordre capital que le peuple a bien apprise. C'est que la terre est dès maintenant riche et plus que riche pour subvenir abondamment à tous les besoins de l'Humanité. «*Il y aura toujours des pauvres avec vous!*», aiment à répéter les ventrus, surtout les ventrus à barbe huileuse comme on en trouve tant dans le monde des jésuites protestants. Cette parole, disent-ils, est tombée de la bouche de leur dieu et ils la répètent en tournant les yeux et en parlant du fond de la gorge pour lui donner plus de solennité. Et c'est même parce que cette parole était censée divine que les pauvres aussi, dans le temps de leur pauvreté intellectuelle, comprenaient l'impuissance de tous leurs efforts pour arriver au bien-être: se sentant perdus dans ce monde, ils regardaient vers le monde de l'au-delà, «*Peut-être, se disaient-ils, mourrons-nous de faim sur cette terre de larmes, mais à côté de Dieu, dans ce ciel glorieux, où nous aurons le nimbe du soleil autour de nos fronts, et où la voie lactée sera notre tapis, là-haut nous n'aurons plus besoin de nourriture comestible, et nous aurons la jouissance d'entendre les hurlements du mauvais riche à jamais rongé par la faim*». Maintenant quelques malheureux peut-être, se laissent encore mener par ces hallucinations, mais la plupart, devenus plus sages, ont maintenant les yeux tournés vers le pain de cette terre qui donne la vie matérielle, qui fait de la chair et du sang, et ils en veulent leur part. Nombreux sont ceux qui même savent que leur vouloir est justifié par la richesse surabondante de la terre.

Longtemps nous avons cru avec les savants trompeurs que la misère était fatale, que si les malheureux mouraient, c'est qu'en réalité il n'y avait pas assez de produits pour subvenir aux nécessités de tous les hommes. On voyait d'un côté la tourbe des pauvres faméliques, de l'autre côté quelques rares privilégiés mangeant à leur faim et s'habillant à leur fantaisie, et on s'imaginait en toute naïveté qu'il ne pouvait en être autrement. Il est vrai qu'en temps d'abondance, il eût été possible de partager et qu'en temps de disette tout le monde eût pu se mettre de concert à la ration, mais pareille façon d'agir qui demandait dans l'ensemble de la société un lien de solidarité fraternelle ne paraissait pas encore possible, et le malheureux acceptait son infortune avec résignation. Cette terrible loi de Malthus qui avait été formulée comme une loi mathématique et qui semblait enfermer la société dans les formidables mâchoires de son syllogisme, était acceptée non seulement par les pontifes de la science économique, mais surtout par les victimes de l'économie sociale. Tous les misérables répétaient mélancoliquement le vers de Gilbert: «*Au banquet de la vie, infortuné convive!*».

Ils croyaient savoir, les pauvres gens, qu'il n'y avait point de place pour eux. La science n'avait-elle pas soufflé dans la trompette dernier en proclamant que les hommes croissent en nombre plus rapidement que les subsistances, et que par conséquent une élimination annuelle des individus surnuméraires était indispensable. L'Humanité devait être mise en coupe réglée et, si on les en avait priés, ces messieurs auraient certainement poussé la condescendance jusqu'à fixer le nombre des victimes qu'il aurait fallu sacrifier chaque année aux dieux de l'industrie. Spectacle touchant si les ouvriers s'étaient d'eux-mêmes offerts à la mort au lieu de mourir obscurément! On eût pu faire des discours académiques pour glorifier leur dévouement et jeter sur leurs corps - quelques roses effeuillées.

Mais si les sacrifices édictés par les dignitaires de l'économie politique ne se sont pas faits sous formes de cérémonies publiques, de fêtes nationales, ils n'en ont pas moins eu lieu et d'une manière infiniment plus large que les pessimistes les plus sombres se l'imaginent. Ce ne sont pas des milliers, mais des millions de vies que réclame annuellement le dieu de Malthus. Il est pourtant facile de calculer approximativement le nombre de ceux que la destinée économique a condamnés à mort depuis le jour où le sombre théologien a proclamé sa prétendue loi. Durant ce siècle, trois générations se sont succédées en Europe. Or, en consultant les tables de mortalité, on voit que la vie moyenne des gens riches qui ont toujours eu leurs aises (par exemple les lords d'Angleterre), dépasse toujours soixante ans et

atteint même soixante-dix ans. Ces gens ont pourtant, de par l'inégalité même, bien des raisons de ne pas fournir leur carrière normale: la vie les sollicite et les corrompt sous toutes les formes; mais le bon air, la bonne chère, la variété dans les occupations les guérissent et les renouvellent. Les gens asservis à un travail qui est la condition même de leur existence, sont au contraire, condamnés d'avance, pris en masse, (abstraction faite de ceux qui meurent plus tôt ou plus tard), à succomber, suivant les pays de l'Europe, entre vingt et quarante ans, soit à trente en moyenne. C'est dire qu'ils fournissent seulement la moitié d'ans qui leur seraient dévolus s'ils vivaient en liberté, maîtres de choisir leur séjour et leur œuvre. Ils meurent donc précisément à l'heure où leur existence devrait atteindre toute son intensité, et chaque année, quand on fait le compte des morts, il est juste double de ce qu'il devrait être dans une société d'égaux. Ainsi la mortalité de l'Europe ayant été de douze millions d'hommes en 1890, on peut dire sans erreur possible que six millions d'entr'eux ont été tués par les conditions sociales qui règnent dans notre milieu barbare; six millions ont péri par manque d'air pur, de nourriture saine, d'hygiène convenable, de travail harmonique. Eh bien! comptez les morts depuis que Malthus a parlé, prononçant d'avance sur l'immense hécatombe son oraison funèbre! N'est-il pas vrai que toute une moitié de l'Humanité dite civilisée se compose de gens qui ne sont pas invités au banquet social ou qui n'y ont place que pour un temps et meurent la bouche contractée par les désirs inassouvis. La mort préside au repas, et de sa faux elle écarte les tard-venus.

**Élisée RECLUS**

-----